

SOUS-SECRÉTARIAT D'ÉTAT  
 DES BEAUX-ARTS.

MONUMENTS HISTORIQUES.

# Arrêté.

Le Ministre  
 de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,

Vu la loi du 30 mars 1887 pour la conservation des  
 Monuments et objets ayant un intérêt historique et  
 artistique;

Vu l'avis de la Commission des Monuments historiques  
 en date du 28. Juillet 1909;

Vu la délibération du Conseil municipal  
 de Trignon en date du 17 Novembre 1909;

Sur la proposition du Sous-Secrétaire d'Etat des  
 Beaux-Arts,

## Arrête :

### Article premier.

Les bâtiments ci-après désignés de l'ancien petit séminaire  
 de Trignon (Vaucluse) : les réfectoire, clôture, cuisine, cellier, chapelle  
 et constructions du XIV<sup>e</sup> siècle; façades sur la place Grillon et en retour à  
 gauche sur la grande cour du XV<sup>e</sup> siècle,  
 sont classés parmi les monuments historiques.

Le présent arrêté sera notifié au Préfet  
du département du Vaucluse et  
au Maire de la ville de S. Arignas,

qui seront responsables, chacun en ce qui le  
concerne, de son exécution.

Paris, le 8 Janvier 1965.

N  
En 5

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET  
DE LA CULTURE

REPUBLIQUE FRANCAISE  
ARRETE

portant classement au titre des Monuments historiques  
du jardin Ouest du Petit Palais avec son sol et ses  
vestiges à Avignon (Vaucluse)

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Education Nationale et de la Culture

VU la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques, notamment son article 1,  
ensemble les textes qui l'ont modifiée et complétée ;

VU le décret n° 82-390 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets de région ;

VU le décret n° 84-1006 du 15 novembre 1984 relatif au classement parmi les monuments  
historiques et à l'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques ;

VU le décret n° 84-1007 du 15 novembre 1984 instituant auprès des Préfets de région, une  
commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique ;

La commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique de la région  
Provence-Alpes-Côte d'Azur entendue, en sa séance du 4 Avril 1991,

La Commission supérieure des monuments historiques (6ème section) entendue, en sa séance  
du 26 Octobre 1992,

VU l'accord de la commune d'Avignon, propriétaire, en date du 19 janvier 1990,

Considérant l'intérêt historique et archéologique de ce site qui est un îlot urbain médiéval  
typique de la qualité de ses vestiges et de sa contribution à l'archéologie méditerranéenne.

ARRETE

ARTICLE 1 : Est classé au titre des Monuments Historiques en totalité le jardin Ouest du Petit  
Palais avec son sol et les vestiges qu'il contient, situé à Avignon (Vaucluse) et figurant au  
cadastre section DI sur la parcelle n° 306 d'une superficie de 35a 20ca ; propriété de la  
commune d'Avignon depuis une date antérieure au 1er janvier 1956.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié à la Conservation des hypothèques de la situation de  
l'immeuble classé.

ARTICLE 3 : Il sera notifié au préfet du département du Vaucluse et à la commune d'Avignon,  
propriétaire, qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne de son exécution.

COPIE CERTIFIEE CONFORME

Adjoint au Sous-directeur

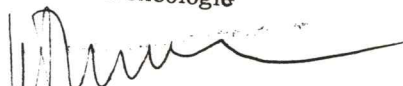
de l'Archéologie



Ph. GRENIER de MONNER

Fait à Paris le 17 DEC. 1992

Le Sous-Directeur  
de l'Archéologie

  
Wanda DIEBOLT